

République du Sénégal

-----

Un Peuple – Un But – Une Foi

-----

**MINISTERE DE L'ECONOMIE DES FINANCES ET DU PLAN**

**Rapport du Comité National de Politique Economique**

**Surveillance multilatérale au sein de l'UEMOA**

**1<sup>o</sup> Trimestre 2015**

juin 2015

## Sommaire

<i>RESUME</i> .....	2
<b>Chapitre I - SITUATION DE L'ECONOMIE SENEGALAISE</b> .....	4
<b>I- SECTEUR PRIMAIRE</b> .....	4
<b>II- SECTEUR SECONDAIRE</b> .....	6
<b>III- SECTEUR TERTIAIRE</b> .....	9
<b>IV- INFLATION ET COMPETIVITE</b> .....	10
<i>4.1. Evolution de l'IHPC</i> .....	10
<i>4.2. Evolution du taux de change effectif réel</i> .....	11
<b>V- COMMERCE EXTERIEUR</b> .....	12
<i>5.1. Exportations des principaux produits</i> .....	12
<i>5. 2. Importations des principaux produits</i> .....	13
<b>VI- FINANCES PUBLIQUES</b> .....	15
<i>6.1. Ressources budgétaires</i> .....	15
<i>6.2. Dépenses budgétaires</i> .....	17
<b>VII- DETTE PUBLIQUE</b> .....	17
<i>7.1. Encours de la dette</i> .....	17
<i>7.2. Service de la dette publique extérieure</i> .....	18
<b>VIII - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE</b> .....	18
<i>8.1. Avoirs extérieurs nets</i> .....	19
<i>8.2. Crédit intérieur</i> .....	19
<i>8.3. Masse monétaire</i> .....	20
<b>Chapitre II - SURVEILLANCE MULTILATERALE AU SENS DE L'UEMOA</b> .....	22
<b>I- CRITERES DE PREMIER RANG</b> .....	22
<b>II- CRITERES DE SECOND RANG</b> .....	22

## RESUME

Au premier trimestre de 2014, les indicateurs conjoncturels se sont globalement bien orientés. En effet, les secteurs primaire (hors agriculture et sylviculture) et secondaire ont affiché respectivement des progressions de 21,8% et 14,6%, en variation trimestrielle. Comparativement au premier trimestre de 2014, l'activité économique interne a affiché une croissance de 3,3% au premier trimestre 2015, à la faveur du tertiaire (+4,8%) et du secteur secondaire (+1,5%), dans une moindre mesure.

Les prix à la consommation ont enregistré un repli de 2,6%, en variation trimestrielle, en liaison avec la détente sur les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-5,9%), des « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-2%) et du transport (-2%). En comparaison à la même période en 2014, l'inflation s'est établie à -1,6% au premier trimestre 2015.

En termes de compétitivité-prix, des gains de 5,0% ont été enregistrés en variation trimestrielle, reflétant le différentiel d'inflation favorable (-2,5%) conjugué à la dépréciation du franc CFA (-2,5%) par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux. En glissement annuel, la compétitivité-prix de l'économie s'est également améliorée de 8,1%, au premier trimestre 2015.

Au titre des finances publiques, la gestion budgétaire est marquée par une amélioration de la mobilisation des recettes, conjuguée à une progression prudente des dépenses publiques. Globalement, le solde budgétaire global (dons compris) est ressorti provisoirement en déficit de 77,2 milliards à la fin du premier trimestre 2015.

S'agissant de la dette publique, le stock de la dette publique est estimé à 4133,2 milliards à fin mars 2015 contre 4112,9 milliards à fin décembre 2014, soit une augmentation de 20,3 milliards (+0,5%).

Pour ce qui est des échanges commerciaux du Sénégal, ils sont marqués au premier trimestre 2014 par une baisse significative des importations (-136,6 milliards), associée à une hausse des exportations de biens (+32,1 milliards) en variation trimestrielle. Cette situation a induit une amélioration de 152,3

milliards du déficit commercial qui s'est établi à 259,9 milliards au premier trimestre de 2015 contre 412,2 milliards au trimestre précédent.

Concernant l'évolution de la situation monétaire au cours du premier trimestre de l'année 2015, elle fait ressortir, en rythme trimestriel, une hausse de 0,5% de la position extérieure du Sénégal, une augmentation de 3,9% du crédit intérieur et une progression de 2,1% de la masse monétaire.

## Chapitre I - SITUATION DE L'ECONOMIE SENEGALAISE

Au premier trimestre de 2014, les indicateurs conjoncturels se sont globalement bien orientés. En effet, les secteurs primaire (hors agriculture et sylviculture) et secondaire ont affiché respectivement des progressions de 21,8% et 14,6%, en variation trimestrielle. Toutefois, l'activité économique s'est inscrite en repli de 0,8% en rythme trimestriel, reflétant ainsi l'évolution timide du secteur tertiaire (+0,4%) conjuguée au repli des taxes nettes sur biens et services (-28,3%).

Comparativement au premier trimestre de 2014, l'activité économique interne a affiché une croissance de 3,3% au premier trimestre 2015, à la faveur du tertiaire (+4,8%) et du secteur secondaire (+1,5%), dans une moindre mesure.

**Tableau 1 : Indice Général d'Activité hors agriculture base 100 en 2006**

SECTEURS	Pond (2012)	2014		2015	variation (%)	
		T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	(3)/(2)	(3)/(1)
<b>PRIMAIRE (Elevage et Pêche)</b>	5,9	<b>127,8</b>	<b>105,4</b>	<b>128,4</b>	<b>21,8</b>	<b>0,4</b>
<b>SECONDAIRE</b>	22,1	<b>149,6</b>	<b>132,6</b>	<b>151,9</b>	<b>14,6</b>	<b>1,5</b>
<b>TERTIAIRE</b>	53,9	<b>144,3</b>	<b>150,5</b>	<b>151,2</b>	<b>0,4</b>	<b>4,8</b>
<b>ADMINISTRATION PUBLIQUE</b>	6,3	<b>128,3</b>	<b>130,2</b>	<b>131,4</b>	<b>0,9</b>	<b>2,4</b>
<b>TAXE SUR BIENS ET SERVICES</b>	11,8	<b>100,9</b>	<b>141,8</b>	<b>101,7</b>	<b>-28,3</b>	<b>0,8</b>
<b>IGA (base 100=2006)</b>	100	<b>138,4</b>	<b>141,8</b>	<b>142,9</b>	<b>0,8</b>	<b>3,3</b>

Source : DPEE

### I- SECTEUR PRIMAIRE

Après les contreperformances enregistrées aux deux derniers trimestres de 2014, l'activité du secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) a enregistré au premier trimestre un rebond de 2015 (+21,8%), en variation trimestrielle. Cet accroissement est imputable à la bonne tenue des activités de pêche (+62,9%) et d'élevage (+14,2%).

Comparativement à la même période un an plus tôt, le secteur primaire (hors agriculture et sylviculture) a légèrement progressé de 0,4% au premier trimestre de 2015, du fait des évolutions contrastées des sous-secteurs de la pêche (-9,4%) et de l'élevage (+3,3%).

Au premier trimestre de 2015, l'activité de pêche a crû de 62,9%, en variation trimestrielle, après s'être repliée sur les derniers trimestres de 2014. Ce

rebond reflète les améliorations constatées, simultanément, sur les débarquements de la pêche artisanale (+71,7%) et de la pêche industrielle (+26,8%). La hausse des débarquements de la pêche artisanale, favorisée par les bonnes conditions climatiques, relève de l'importance des captures de pélagiques, notamment, de sardinelles sur les côtes sénégalaises. S'agissant de la pêche industrielle, l'accroissement des débarquements est imputable, entre autres, à l'augmentation du nombre de navires chinois (de 10 à 20 navires) pêchant sur les côtes sénégalaises.

En revanche, les débarquements ont fléchi de 9,4% au premier trimestre de 2015, en comparaison à la même période de 2014, du fait de la baisse de l'activité au niveau de la pêche artisanale (-11,9%). Cette situation est le résultat du recul des prises dans la région de Thiès (-30,3%), sous l'effet, en partie, du démarrage tardif de la campagne de pêche en 2015, en raison de la forte canicule, notamment à Mbour dans un contexte de changement climatique. Cependant, le repli de la pêche artisanale, en glissement annuel, a été atténué par les débarquements à Saint-Louis (+34,1%), en liaison avec la signature de 400 licences de pêche d'une durée de douze (12) mois avec la Mauritanie. Concernant la pêche industrielle, l'activité s'est relevée de 7,3% au premier trimestre 2015, en rythme annuel.

S'agissant de l'élevage, l'activité a enregistré une progression de 14,2%, au premier trimestre 2015, en variation trimestrielle, à la faveur de l'augmentation de la production de viande bovine et ovine respectivement de 14,4% et 17,1%. L'amélioration observée dans la production contrôlée de viande bovine est, principalement, le fait de l'accroissement du nombre de têtes abattues, en liaison avec le manque de pâturage suite au déficit pluviométrique enregistré dans plusieurs localités du pays en 2014.

Au premier trimestre de 2015, le sous-secteur de l'élevage est estimé en hausse de 3,3% par rapport à la même période en 2014, reflétant, ainsi, l'amélioration de la production de viande bovine (+5,7%).

## II- SECTEUR SECONDAIRE

Au premier trimestre de 2015, le secteur secondaire s'est renforcé de 14,6% en variation trimestrielle. Cette performance est principalement attribuable à la bonne tenue de l'égrenage de coton et la fabrication de textile, de la construction (+31,7%), de la fabrication de verre-poterie et matériaux de construction (+34,9%) et des industries chimiques (+28,7%). La fabrication de sucre (+76,3%) et le raffinage (+43,4%) se sont également bien comportés sur la période.

Comparé à la même période de l'année 2014, le secteur a affiché une croissance de 1,5% au premier trimestre 2015, à la faveur, notamment, de la construction (+9,3%) et de l'énergie (+6%). Cette situation a été atténuée, entre autres, par les replis enregistrés dans les activités extractives (-20,3%), l'égrenage de coton et la fabrication de textiles (-36,2%) et les industries métallurgiques (-20%).

Au niveau des industries extractives, l'activité est ressortie en baisse de 16,7%, en rythme trimestriel, au premier trimestre de 2015. Cette situation reflète les faibles résultats relevés dans l'exploitation aurifère (-22,5%), atténuée, toutefois, par le renforcement des productions de phosphate (+5,6%) et de sel (+10,1%) sur la période. L'accroissement de la production de sel s'explique par le bon niveau de la récolte combiné à la hausse de la demande, notamment, vis-à-vis de l'étranger. Pour sa part, la production de phosphate a tiré profit des investissements, notamment, à travers le renouvellement des pièces de rechange. Comparativement à la même période en 2014, les activités extractives se sont repliées de 20,3% au premier trimestre de 2015, en liaison avec les contreperformances notées dans les productions d'or (-15,6%) et de phosphate (-37,2%). En revanche, la production de sel est ressortie en hausse de 46,9%, sous l'effet de la bonne récolte. La production d'attapulgite a, pour sa part, enregistré une timide progression de 1,0% en glissement annuel.

Dans le sous-secteur des corps gras alimentaires, la production d'huile a affiché un repli sur les trois premiers mois de 2015, en variation trimestrielle (-49,4%). Ce recul est en liaison, principalement, avec la baisse de la production d'huile brute d'arachide (-52,4%) en raison de la fin de la campagne 2013/2014.

L'activité de raffinage s'est également contractée de 34,2%, du fait essentiellement de la libéralisation de la vente de l'huile de palme qui a entraîné une entrée massive de ce produit sous sa forme conditionnée. En revanche, comparativement à la même période de l'année 2014, une bonne progression est relevée, grâce à l'amélioration observée aussi bien dans la trituration que le raffinage. En effet, la production d'huile brute d'arachide est passée de 1957 tonnes à fin mars 2014 à 5712 tonnes à la même période de 2015, malgré la contraction de 29,5% du niveau de collecte de graines (58 896 tonnes de graines d'arachide collectées à fin mars 2015 contre 83 589 tonnes un an plutôt). L'augmentation de la production d'huile brute d'arachide est, ainsi, imputable, essentiellement, à l'existence d'un stock important de graines d'arachide issu de la campagne 2013/2014. Au titre du raffinage, une hausse très significative est également observée, en glissement annuel, sous l'effet de la production d'huile raffinée d'arachide. En revanche, par défaut de financement, aucune production d'huile raffinée végétale n'a été réalisée sur la période.

S'agissant du sous-secteur de la fabrication de sucre, chocolaterie et confiserie, il s'est inscrit en hausse de 71,2% au premier trimestre de 2015, en variation trimestrielle. Cette bonne tendance est imputable à la fabrication de sucre qui a atteint un bon niveau de production, suite au redémarrage de l'activité au mois de novembre 2014. En glissement annuel, l'augmentation de la production de sucre s'est traduite par une progression de 10,6% du sous-secteur.

Quant à l'activité des industries meunières, elle s'est relevée de 6,1%, au premier trimestre de 2015, en variation trimestrielle. En revanche, sur un an, l'activité des industries meunières s'est contractée de 11,7% au premier trimestre 2015, du fait essentiellement de la baisse de la production de farine de blé (-13,7%).

Dans l'égrenage de coton et fabrication de textiles, l'activité a enregistré une forte hausse de 760,8% en variation trimestrielle, en raison de l'absence d'égrenage au quatrième trimestre de 2014. Par contre, en glissement annuel, l'activité s'est contractée de 36,2%. Cette contreperformance est liée à la baisse de la production de coton due au démarrage tardif de l'hivernage 2014.



L'activité de raffinage de pétrole, pour sa part, a enregistré un regain de 43,4% au premier trimestre de 2015, comparée au trimestre précédent. Cette forte croissance traduit, principalement, un effet de rattrapage, suite au niveau d'activité relativement bas enregistré au trimestre précédent (-25,1%). Comparativement à la même période de 2014, le raffinage de pétrole a crû de 19,9% au premier trimestre 2015, reflétant la relance du sous-secteur.

Dans le sous-secteur énergétique, l'activité s'est repliée de 13,5% au premier trimestre de 2015, en variation trimestrielle, après de fortes progressions durant les trois trimestres précédents. En effet, cette contreperformance traduit la baisse de 16,3% des ventes d'énergie électrique qui sont passées de 720,3 mille Mwh au dernier trimestre 2014 à 602,8 mille Mwh durant le premier trimestre 2015, en liaison, notamment, avec la baisse de la demande. Toutefois, la production d'eau potable s'est légèrement améliorée de 0,7% durant la période. Par rapport au premier trimestre 2014, l'activité énergétique s'est renforcée de 6%, sous l'effet conjugué de l'amélioration des productions d'électricité (+5,7%) et d'eau (+7,3%). L'augmentation de l'offre d'électricité traduit le renforcement continu de la demande domestique.

Concernant l'activité des industries chimiques, elle a renoué avec la croissance (+28,7%, en rythme trimestriel), après avoir affiché des signes de faiblesse au dernier trimestre de 2014. Cette progression est soutenue par les productions d'engrais (+16,6%), d'acide phosphorique (+3,3%) ainsi que de savons et produits d'entretien (+34,8%). Comparativement au premier trimestre de 2014, l'activité des industries chimiques est ressortie en hausse de 7,5%, grâce à la bonne tenue des productions d'engrais (+43,1%), de produits pharmaceutiques (+16,3%) et de savons (+68,9%), en liaison avec l'orientation favorable de la demande.

Dans la construction, le contexte favorable marqué, notamment, par le démarrage de grands chantiers, au titre du Plan Sénégal Emergent, a été propice au renforcement du sous-secteur qui est estimé en hausse de 31,7% en variation trimestrielle et de 9,3% par rapport au premier trimestre de 2014.

Au niveau du sous-secteur des matériaux de construction, la production de ciment a progressé de 34,9%, au premier trimestre de 2015, en variation

trimestrielle. Cette situation est attribuable à la bonne tenue, d'une part, des ventes locales, à la faveur de la vigueur des activités de construction, et d'autre part, des exportations vers la sous-région. Sur les trois mois de l'année 2015, le sous-secteur a progressé de 13,5%, comparativement à la même période de 2014, du fait de la bonne tenue des ventes locales (+9,3%), en liaison avec les grands travaux d'infrastructures de l'Etat, ainsi que de la bonne tenue de la demande extérieure.

### **III- SECTEUR TERTIAIRE**

Au terme du premier trimestre de 2015, l'activité dans le secteur tertiaire est marquée par une progression de 0,4% en variation trimestrielle et de 4,8% en glissement annuel.

L'évolution observée en variation trimestrielle est imputable à la bonne progression relevée dans les activités de santé et d'action sociale (+33,6%), les services d'hébergement et de restauration (+16,2%) et les postes et télécommunications (+4,5%). Cependant, cette tendance a été atténuée par la contraction des services immobiliers (-20%), des services financiers (-4,2%) et des activités de commerce (-3%).

La hausse de l'activité des services de santé et d'action sociale, au premier trimestre 2015, aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel, traduit les ruptures de stocks moins fréquentes concernant les médicaments et autres consommables dans les hôpitaux, mais également les importants investissements réalisés dans certains établissements de santé sur la période récente.

Les services d'hébergement, pour leur part, bénéficient des mesures visant à redynamiser le secteur touristique de même que de la maîtrise de l'épidémie à virus Ebola dans les pays touchés.

Sur le marché des télécommunications, tous les segments à l'exception de la téléphonie fixe continuent d'enregistrer des performances. En effet, le trafic total pour le fixe a connu une baisse de 3,0%, comparé au quatrième trimestre de 2014, alors que celui du mobile a enregistré une hausse de 4,7% sur la même période.

En glissement annuel, l'activité est tirée par le renforcement des services financiers (+12,5%), des services immobiliers (+12,9%), du transport (+9,6%), des postes et télécommunications (+4,7%) ainsi que du commerce (+ 4,7%). Toutefois, cette tendance a été atténuée par le repli des services d'hébergement et de restauration de 5% par rapport au premier trimestre de 2014.

## IV- INFLATION ET COMPETIVITE

### 4.1. Evolution de l'IHPC

Au premier trimestre de 2015, les prix à la consommation se sont globalement orientés à la baisse. En effet, ils ont enregistré, en variation trimestrielle, une baisse de 2,6% consécutive à la détente sur les prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-5,9%), des « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-2%) et du transport (-2%).

En comparaison à la même période en 2014, l'inflation s'est établie à -1,6% au premier trimestre 2015, sous l'effet, essentiellement, des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (-2,6%) et des « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (-4,7%).

Pour sa part, l'inflation sous-jacente (hors énergie et produits frais) s'est située à -0,4% en variation trimestrielle et à -0,5%, en glissement annuel.

**Tableau 2 : Evolution des prix à la consommation**

IHPC	Pond	2014		2015	Variation (%)	
		T1 (1)	T4 (2)	T1 (3)	(3)/(2 )	(3)/(1 )
Indice général	1000 0	103,7	104,7	102,0	-2,6	-1,6
<b>Produits alimentaires et boissons non alcoolisées</b>	<b>3286</b>	109,7	113,6	106,9	-5,9	-2,6
Céréales non transformés	577	88,3	83,8	82,2	-1,9	-6,9
Bœuf	237	120,6	129,3	122,7	-5,2	1,8
Poissons frais	294	172,6	202,4	153,2	-24,3	-11,2
Lait	203	107,0	110,2	106,2	-3,6	-0,7
Huiles	330	111,1	111,5	111,7	0,2	0,6
Légumes frais en fruits ou racine	161	85,9	104,9	85,9	-18,1	0,0
<b>Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles</b>	<b>1524</b>	101,9	99,1	97,1	-2,0	-4,7
<b>Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer</b>	<b>587</b>	101,9	101,6	101,7	0,1	-0,2
<b>Santé</b>	<b>379</b>	108,3	109,0	108,9	-0,1	0,5
<b>Transports</b>	<b>833</b>	105,8	105,8	103,6	-2,0	-2,1
<b>Enseignement</b>	<b>270</b>	110,9	111,5	111,5	0,0	0,5

Restaurants et Hôtels	617	112,4	112,4	112,4	0,0	0,0
Biens et services divers	400	98,8	98,8	98,7	-0,1	-0,1

## 4.2. Evolution du taux de change effectif réel

Au cours du premier trimestre 2015, la compétitivité de l'économie sénégalaise s'est confortée de 5,0 % en variation trimestrielle. Cette tendance reflète le différentiel d'inflation favorable (-2,5%) conjugué à la dépréciation du franc CFA (-2,5%) par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux.

Comparativement au premier trimestre de 2014, il ressort des gains de compétitivité-prix évalués à 8,1%. Cette tendance reflète l'effet conjugué de la dépréciation du franc CFA (-4,8%) et du différentiel d'inflation favorable (-3,3%).

Vis-à-vis des pays membres de la zone UEMOA, le différentiel d'inflation favorable a induit un renforcement de la compétitivité de 2,2 % en rythme trimestriel. Il en est de même en glissement annuel, avec un gain de compétitivité évalué à 2,5%.

Par rapport aux pays partenaires membres de la zone Euro, des gains de compétitivité de 1,8% sont relevés en variation trimestrielle, à la faveur du différentiel d'inflation favorable. De même, par rapport au 1er trimestre de 2014, il ressort une amélioration de la compétitivité (-1,2%).

**Tableau 3 : Evolution des taux de change**

	T1 2014 (1)	T4 2014 (2)	T1 2015 (3)	Variation	
				(3)/(2)	(3)/(1)
<b>TCER</b>					
<b>Global</b>	<b>99,9</b>	<b>96,71</b>	<b>91,9</b>	<b>-5,0%</b>	<b>-8,1%</b>
Pays UEMOA	97,1	96,9	94,7	-2,2%	-2,5%
Pays africains hors UEMOA	92,3	86,5	82,3	-4,9%	-10,8%
<b>EURO</b>					
Zone EURO	102,8	103,5	101,6	-1,8%	-1,2%
Pays industrialisés hors EURO	100,9	93,3	83,9	-10,0%	-16,9%
<b>TCEN</b>					
<b>Global</b>	111,5	108,9	106,1	-2,5%	-4,8%
Pays africains hors UEMOA	139,4	135,2	134,2	-0,7%	-3,7%
Pays industrialisés hors EURO	120,0	113,0	104,6	-7,4%	-12,8%

<b>Prix intérieurs</b>	<b>120,0</b>	<b>121,2</b>	<b>118,1</b>	<b>-2,5%</b>	<b>-1,6%</b>
<b>Prix extérieurs</b>					
<b>Global</b>	<b>133,9</b>	<b>136,5</b>	<b>136,5</b>	<b>0,0%</b>	<b>1,7%</b>
Pays UEMOA	123,5	125,1	124,7	-0,4%	1,0%
Pays africains hors UEMOA	181,2	189,5	192,7	1,7%	6,4%
Zone EURO	116,7	117,2	116,2	-0,8%	-0,4%
Pays industrialisés hors EURO	142,6	146,9	147,3	0,3%	3,2%

Source :DPEE

## V- COMMERCE EXTERIEUR

Durant le premier trimestre de 2015, les échanges commerciaux du Sénégal se sont traduits par une baisse significative des importations (-136,6 milliards), associée à une hausse des exportations de biens (+32,1 milliards) en variation trimestrielle. Cette situation a induit une amélioration de 152,3 milliards du déficit commercial qui s'est établi à 259,9 milliards au premier trimestre de 2015 contre 412,2 milliards au trimestre précédent. Ainsi, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré significativement de 12,1 points de pourcentage, s'établissant à 51,1% contre 39% le trimestre précédent.

### 5.1. Exportations des principaux produits

Au premier trimestre de 2015, les exportations de biens sont estimées à 360,4 milliards contre 328,3 milliards au trimestre précédent, soit une progression de 9,8% (+32,1 milliards). Celle-ci est imputable essentiellement à la hausse de la valeur des exportations de produits alimentaires (+43,9 milliards), de ciment (+9,9 milliards) et d'acide phosphorique (+6,1 milliards). Au titre des produits alimentaires, les exportations de produits halieutiques, de légumes frais et de produits arachidières se sont inscrites en hausse, respectivement, de 60,3%, 304,1% et 115,8%. L'augmentation des exportations de produits alimentaires (+93%), en variation trimestrielle, s'explique, en grande partie, par la hausse de 82,8% des quantités expédiées. De même, les ventes à l'étranger de ciment et d'acide phosphorique ont enregistré un accroissement en quantité (respectivement de 49% et 45,6%) sur la même période. Cette tendance haussière est contrastée par le repli des exportations des produits pétroliers (-33,9

milliards), d'or brut (-8,5 milliards) et d'engrais minéraux et chimiques (-2,8 milliards). Ces replis sont en liaison avec le retrait des quantités exportées dans ces catégories de produits, respectivement, de 56,4%, 22,5% et 46,4%.

En glissement annuel, la valeur des exportations s'est renforcée de 47,9 milliards (+15,3%), sous l'effet de la progression des exportations de produits alimentaires (+38,3 milliards), à la faveur des quantités expédiées (+111,8%). En outre, comparativement à la même période de l'année précédente, les ventes à l'étranger de ciment, d'acide phosphorique et d'engrais minéraux et chimiques se sont inscrites en hausse respectivement de 3,3 milliards, 1,8 milliard et 1 milliard. Cette situation est imputable à l'augmentation de quantités exportées de ces types de produits respectivement de 3,6%, 9,1% et 20%. En revanche, les ventes à l'étranger de produits pétroliers se sont repliées de 20 milliards, traduisant, notamment, la diminution des quantités exportées de 48,7%.

S'agissant des exportations du Sénégal vers les pays de l'UEMOA, elles sont évaluées à 90,1 milliards au premier trimestre de 2015 contre 93,2 milliards au trimestre précédent, soit une diminution de 3,1 milliards (-3,3%). Elles représentent, ainsi, 25% de la valeur totale des exportations de marchandises au titre du premier trimestre de 2015 contre 28,4% au trimestre précédent, soit un recul de 3,4 points de pourcentage. La part du Mali, principale destination des exportations du Sénégal dans l'Union, a diminué de 6,8 points de pourcentage en passant de 59,9% à 53,1% sur la période. Les exportations de marchandises vers ce partenaire au cours du premier trimestre 2015, ont porté essentiellement sur le ciment et les produits pétroliers, qui en ont représenté respectivement 45,5% et 14,2% (contre 23,4% et 39,2% au quatrième trimestre de 2014). Comparativement à la même période de 2014, les exportations du Sénégal vers l'UEMOA ont progressé de 11,4% (+9,3 milliards).

## **5. 2. Importations des principaux produits**

Les importations de biens, au titre du premier trimestre de 2015, sont évaluées à 704,9 milliards contre 841,5 milliards le trimestre précédent, soit une baisse de 136,6 milliards (-16,2%). Celle-ci s'explique principalement par la diminution des importations de produits pétroliers de 94,7 milliards (-43,1%), de « machines, appareils et moteurs » de 6,6 milliards (-6%) et de produits

alimentaires de 3,3 milliards (-2,4%), sous l'effet de la diminution des quantités importées (respectivement de -31,5%, -11,9% et -9,5%). Concernant les produits pétroliers, la baisse de la valeur des importations s'explique, également, par l'effet de la variation négative des cours du baril par rapport au trimestre précédent (-29%). Au titre des achats de produits alimentaires, les valeurs des importations de « fruits et légumes comestibles » (-5,2 milliards), de « froment et méteil » (-7,6 milliards), de « maïs » (-3 milliards) et d'huiles et graisses animales et végétales (-2,5 milliards) se sont inscrites en baisse, tandis que la valeur des importations de riz a enregistré une hausse de 10,4 milliards, en variation trimestrielle. En revanche, les importations de « véhicules matériels, transport et pièces détachées » se sont inscrites en hausse de 1,3 milliard (+2,2%). L'augmentation des quantités importées de « véhicules matériels, transport et pièces détachées » explique, principalement, la hausse en valeur des importations de ce type de produit.

En glissement annuel, la valeur des importations de biens a enregistré une hausse de 14,2% (+87,4 milliards), du fait notamment du renforcement des achats à l'étranger de produits alimentaires (+14,9 milliards), de « machines, appareils et moteurs » (+24,5 milliards) et de « véhicules, matériels de transport et pièces détachées » (+9,6 milliards). Au titre des produits alimentaires, la hausse des achats est favorisée par l'augmentation des importations de riz (+17,7 milliards) et des fruits et légumes comestibles (+1,4 milliard). Les quantités de riz importées ont augmenté de 39,8% tandis que celles de fruits et légumes ont enregistré une hausse de 17,1%. En revanche, les achats à l'extérieur de produits pharmaceutiques se sont inscrits en retrait de 3 milliards (-13,6%), sous l'effet du recul des quantités importées de 40,3%. S'agissant des produits pétroliers, la baisse de la valeur des achats d'huiles brutes de pétrole (-14,1 milliards) est compensée par la hausse des importations des « autres produits pétroliers »<sup>1</sup> (+14 milliards). En effet, les quantités importées en « autres produits pétroliers » ont connu une augmentation significative (+52,9%) au cours de la période, comparées à celles en huiles brutes de pétrole (+1,4%).

---

<sup>1</sup> Produits pétroliers raffinés

Concernant les importations en provenance des pays de l'UEMOA, elles se sont établies à 15,1 milliards au premier trimestre de 2015 contre 26,8 milliards le trimestre précédent, soit une baisse de 43,6% (+11,7 milliards) en variation trimestrielle. Elles ont, ainsi, représenté 2,1% de la valeur totale des importations de biens contre 3,2% au quatrième trimestre de 2014, soit un recul de 1,1 point de pourcentage. La Côte d'Ivoire demeure le principal fournisseur du Sénégal au sein de la zone, avec une part évaluée à 92,2% au premier trimestre de 2015 contre 82,5% le trimestre précédent. Les importations provenant de ce pays ont essentiellement porté sur les « huiles et graisses animales et végétales », les « bois et ouvrages » qui en ont représenté respectivement 30,5% et 17,4%. En glissement annuel, les importations provenant des pays de l'UEMOA ont enregistré une hausse de 3,6 milliards (+19,1%).

## **VI- FINANCES PUBLIQUES**

Au premier trimestre de 2015, la gestion budgétaire est marquée par une amélioration de la mobilisation des recettes, conjuguée à une progression prudente des dépenses publiques. Les ressources publiques ont augmenté de 15,6%, en glissement annuel, pour s'établir à 390,3 milliards contre 337,6 milliards l'année précédente. Quant aux dépenses totales et prêts nets, estimés à 467,6 milliards, ils ont progressé de 16%, sous l'effet de l'accroissement cumulé des dépenses courantes et des dépenses en capital. Au total, le solde budgétaire global (dons compris) est ressorti provisoirement en déficit de 77,2 milliards à la fin du premier trimestre 2015.

### **6.1. Ressources budgétaires**

Les ressources mobilisées à fin mars 2015 sont constituées de recettes budgétaires pour 358 milliards et de dons à hauteur de 32,3 milliards, dont 28,2 milliards au titre des dons en capital.

En glissement annuel, les recettes budgétaires, passant de 317,6 milliards à fin mars 2014 à 358 milliards à fin mars 2015, ont progressé de 12,7%. Cet accroissement reflète, dans l'ensemble, la bonne tenue des impôts directs (+24,4



milliards), du FSIPP (+7,8 milliards), des impôts indirects (+4,4 milliards) et des recettes non fiscales (+1,3 milliard).

Au niveau des impôts directs, il ressort une progression globale de 22,6% sur un an, grâce notamment au recouvrement substantiel de la première échéance de l'impôt sur les sociétés en février 2015 et à l'impôt sur le revenu. Les recouvrements de ces deux types d'impôt se sont accrus respectivement de 13,8 milliards et 10,6 milliards pour s'établir à 45,4 milliards et 69,6 milliards. En revanche, l'IRVM et la taxe sur la plus-value immobilière se sont respectivement repliés de 1,7% et 33,3% pour ressortir à 11,5 milliards et 5,1 milliards.

Pour ce qui est des taxes intérieures, relativement à fin mars 2014, des performances ont été enregistrées principalement sur la TVA intérieure hors pétrole (+7,5%), la TVA intérieure pétrole (+380,6%), la taxe sur les véhicules et engins à moteur (+18,2%) ainsi que les droits d'enregistrement et timbre (+19%). En revanche, des replis ont été notés sur les recouvrements respectifs des taxes sur les activités financières (-0,8%), la consommation hors pétrole (-11,7%), la consommation des produits pétroliers (-5,4%) et les contrats d'assurance (-9,1%). La CSMC a également reculé de 83,3%, passant, sur un an, de 0,6 milliard à 0,1 milliard.

Concernant les recettes douanières évaluées à 100,7 milliards, leur recouvrement a été marqué, en glissement annuel, par des hausses de 2,6 milliards (+17%) et de 2,8 milliards (+7%) respectivement au titre de la TVA à l'importation des produits pétroliers et des droits de douane qui sont ressortis à 18,1 milliards et 43,6 milliards à fin mars 2015. Cet accroissement a permis de contenir les contreperformances notées dans le recouvrement de la TVA à l'importation hors pétrole qui s'est rétracté de 5,4 milliards (-12,2%) pour s'établir à 39 milliards.

Les recettes pétrolières ont été, globalement, recouvrées à hauteur de 50,1 milliards au premier trimestre de 2015 contre 37,1 milliards un an auparavant, soit une progression de 35%. Celle-ci est portée essentiellement par le recouvrement du FSIPP (+7,8 milliards), de la TVA sur le pétrole (+5,5 milliards) et de la taxe sur les véhicules et engins à moteur TAVEM (+0,4 milliard).

## **6.2. Dépenses budgétaires**

Les dépenses totales et prêts nets, pour leur part, estimés globalement à 467,6 milliards, ont affiché à fin mars 2015, comparativement à la même période de 2014, une augmentation de 64,5 milliards (+16%).

Cette hausse a résulté de la hausse cumulée des dépenses courantes et des dépenses en capital. En effet, les dépenses courantes sont estimées provisoirement à 302,7 milliards contre 272,5 milliards un an auparavant, soit une progression de 11,1%. Cette situation est le résultat de l'augmentation de la masse salariale (+22%), des intérêts sur la dette publique (+101,9%) et des transferts et subventions (+7,3%), estimés respectivement à 135,8 milliards, 38 milliards et 88 milliards. Le niveau de la masse salariale porte le ratio masse salariale rapporté aux recettes fiscales à 38,5%, soit au dessus du plafond de 35% retenu dans le cadre de la surveillance multilatérale des pays de l'UEMOA. Quant aux dépenses de fonctionnement, elles se sont inscrites en baisse de 32,1%, s'établissant, ainsi, à 41 milliards contre 60,4 milliards un an auparavant.

S'agissant des dépenses d'investissement, elles sont estimées provisoirement à 164,8 milliards à fin mars 2015, soit un accroissement de 28,6% (+36,6 milliards), à la faveur notamment des dépenses en capital sur ressources internes et celles sur ressources extérieures. Les dépenses en capital financées sur ressources intérieures, évaluées à 86,2 milliards, ont affiché une progression de 15,1% (11,3 milliards) en glissement annuel. Quant aux dépenses financées sur ressources extérieures, elles sont estimées provisoirement à 78,6 milliards, soit une hausse de 47,5%, en glissement annuel, reflétant, notamment, l'augmentation des dons projets (+58,3%).

## **VII- DETTE PUBLIQUE**

### **7.1. Encours de la dette**

L'encours de la dette publique extérieure est estimé à 3033,7 milliards à fin mars 2015 contre 3047,4 milliards à fin décembre 2014, soit une baisse de 0,4%. Il est constitué en majorité par la dette due aux créanciers multilatéraux

qui a représenté 55% de l'encours global à fin mars 2015. En glissement annuel, la dette extérieure a progressé de 22,7%.

Concernant l'encours de la dette publique intérieure, il a affiché une hausse de 34 milliards sur une base trimestrielle en passant de 1065,5 milliards à 1099,5 milliards entre décembre 2014 et mars 2015. En glissement annuel, la dette intérieure a progressé de 15,0% à fin mars 2015.

Au total, le stock de la dette publique est estimée 4133,2 milliards à fin mars 2015 contre 4112,9 milliards à fin décembre 2014, soit une augmentation de 20,3 milliards (+0,5%).

## **7.2. Service de la dette publique extérieure**

Le service de la dette publique extérieure payé au cours du premier trimestre de 2015 se chiffre à 51,7 milliards, dont 31,4 milliards en principal et 20,3 milliards en intérêts, contre 42,3 milliards au quatrième trimestre de 2014, soit une hausse de 22,2%. Sur une base annuelle, le service de la dette publique extérieure a augmenté de 25 milliards (+93,6%) au premier trimestre de 2015. Ainsi, il représente respectivement 14,3% et 14,4% des recettes budgétaires et des exportations de biens.

Concernant la dette intérieure, le service payé au premier trimestre de 2015 est de 133,3 milliards dont 108 milliards en principal et 25,3 milliards au titre des intérêts.

## **VIII - EVOLUTION DE LA SITUATION MONETAIRE**

L'évolution de la situation monétaire au cours du premier trimestre de l'année 2015, appréciée sur la base des données provisoires à fin mars 2015, fait ressortir par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente :

- une hausse de 5,9 milliards (+0,5%) de la position extérieure du Sénégal ;
- une augmentation de 103,6 milliards (+3,9%) du crédit intérieur et ;
- une progression de 74,2 milliards (+2,1%) de la masse monétaire.

En glissement annuel, la masse monétaire a progressé de 493,0 milliards, dans un contexte d'amélioration de la position extérieure du Sénégal (+205,1 milliards) et de la hausse du crédit intérieur (+210,0 milliards).

### **8.1. Avoirs extérieurs nets**

Les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont passés de 1.078,0 milliards en décembre à 1.083,9 milliards en mars 2015, soit une hausse de 5,9 milliards imputable essentiellement à l'amélioration de la position extérieure des banques de dépôts, celle de la Banque Centrale s'étant inscrite en repli.

En effet, la position extérieure nette officielle est ressortie à 834,7 milliards en mars 2015 contre 864,7 milliards en décembre 2014, soit un fléchissement de 30,0 milliards. Cette évolution s'explique principalement par l'accroissement des engagements bruts extérieurs de 33,6 milliards, en relation avec le gonflement<sup>2</sup> des concours du FMI (+14,4 milliards), des transferts en instance de paiement (+10,3 milliards) et des avoirs des Banques et Institutions Etrangères et Communes de l'Union (+8,9 milliards) dans les livres de la Banque Centrale. Pour leur part, les avoirs bruts ont également augmenté de 3,6 milliards au cours de la période sous-revue. Cette évolution résulte essentiellement de la variation positive de la position de réserve au FMI (+9,4 milliards) et des DTS détenus (+7,6 milliards) et du repli du niveau du compte des disponibilités extérieures (-13,7 milliards).

S'agissant des avoirs extérieurs nets des banques de dépôts, ils se sont inscrits en hausse de 35,9 milliards à fin mars 2015, à la faveur d'une progression de 44,5 milliards des avoirs bruts, atténuée par celle des engagements extérieurs de 8,7 milliards.

En variation annuelle, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires ont enregistré une hausse de 23,3% imputable à la Banque Centrale (+28,3%) et dans une moindre mesure aux banques de dépôts (+9,1%).

### **8.2. Crédit intérieur**

L'encours du crédit intérieur est évalué à 2.741,2 milliards à fin mars

---

<sup>2</sup> En liaison avec l'appréciation du cours du DTS

2015, contre 2.637,6 milliards à fin décembre 2014, en hausse de 103,6 milliards. Cette évolution est attribuable essentiellement à la dégradation de la Position Nette du Gouvernement (PNG) de 137,2 milliards, les crédits à l'économie s'étant repliés de 33,6 milliards.

A fin mars 2015, la PNG est ressortie à 207,0 milliards, en dégradation de 137,2 milliards comparativement au trimestre précédent, en raison principalement d'une baisse des créances de l'Etat concomitante à une progression des engagements.

La contraction des avoirs bancaires du gouvernement est consécutive essentiellement à une diminution de ses dépôts dans les livres de la Banque Centrale (-111,0 milliards). En revanche, les dépôts de l'Etat au niveau des banques commerciales se sont inscrits en hausse (+27,0 milliards), passant de 281,8 milliards à 308,7 milliards.

Pour leur part, les engagements ont augmenté de 53,2 milliards à fin mars 2015, en relation avec les concours accordés par les banques (57,8 milliards).

Les crédits octroyés au secteur privé sont passés de 2.567,7 milliards à 2.534,1 milliards au cours de la période sous-revue, soit une contraction de 33,6 milliards, tirée par les crédits ordinaires (-44,1 milliards), toutefois atténuée par une hausse des crédits de campagne de 10,5 milliards.

Comparativement à la même période de l'année précédente, les crédits à l'économie ont augmenté de 189,7 milliards, en raison principalement de l'évolution haussière des crédits ordinaires (+179,0 milliards).

Au titre du premier trimestre de 2015, la structure des crédits ordinaires reste caractérisée par la prédominance des crédits à court terme. Ces derniers représentent 43,7% de l'encours total contre 39,0% pour les crédits à moyen terme et 5,9% pour ceux à long terme. Exprimées en pourcentage des crédits ordinaires, les créances en souffrance sont passées de 9,3% à 11,5% en variation trimestrielle.

### **8.3. Masse monétaire**

En rapport avec l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire est ressortie à 3.558,7 milliards en mars 2015, contre 3.484,5 milliards en décembre

2014. Cette variation positive de 74,2 milliards de la liquidité globale de l'économie s'est reflétée aussi bien sur les dépôts en banque (+42,7 milliards) que sur la circulation fiduciaire (+31,5 milliards).

## Chapitre II - SURVEILLANCE MULTILATERALE AU SENS DE L'UEMOA

### I- CRITERES DE PREMIER RANG

- **Le solde budgétaire, à fin mars 2015, est ressorti déficitaire de 77,2 milliards ; il est projeté à 4,8% du PIB à fin décembre 2015.**
- **Le taux d'inflation** s'est établi en moyenne à -1,6% à fin mars 2015, soit en dessous du seuil de 3% fixé dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats membres de l'UEMOA.
- **L'encours de la dette publique** est estimée 4133,2 milliards à fin mars 2015 contre 3429,1 milliards à fin mars 2014, soit une progression de 704,1 milliards (+20,5%). Il devrait rester sous le seuil de 70% à fin décembre 2015.

### II- CRITERES DE SECOND RANG

- **Le ratio masse salariale sur recettes fiscales** est ressorti à 38,5%, à fin mars 2015, soit au-dessus du plafond communautaire de 35%. Toutefois, il devrait être contenu en deçà de 35% au terme de l'année 2015.
- **La pression fiscale** devrait ressortir à 19,2% à fin décembre 2015, soit en dessous du seuil communautaire de 20%.

# ANNEXES



**Tableau : Evolution de l'activité économique mesurée par l'IGA**

SECTEURS	Pond (2012)	2014		2015	variation en %	
		trim. 01	trim. 04	trim. 04	2015/2014	
		(1)	(2)	(3)	(3)/(2)	(3)/(1)
<b>PRIMAIRE (hors agriculture &amp; sylviculture)</b>	<b>5,9</b>	<b>127,8</b>	<b>105,4</b>	<b>128,4</b>	<b>21,8%</b>	<b>0,4%</b>
Eleavage	4,4	126,1	114,1	130,3	14,2%	3,3%
Pêche	1,5	134,1	74,6	121,5	62,9%	-9,4%
<b>SECONDAIRE</b>	<b>22,1</b>	<b>149,6</b>	<b>132,6</b>	<b>151,9</b>	<b>14,6%</b>	<b>1,5%</b>
Activités extractives	1,2	288,2	275,7	229,7	-16,7%	-20,3%
Corps gras alimentaires	0,1	7,8	54,0	27,3	-49,4%	250,3%
<b>Autres industries</b>	<b>13,3</b>	<b>140,8</b>	<b>117,0</b>	<b>141,7</b>	<b>21,1%</b>	<b>0,6%</b>
Conserves de viande et poissons	2,4	101,2	102,3	111,5	9,1%	10,2%
Travail de grains	0,4	119,2	99,7	105,2	5,6%	-11,7%
Fabrication de produits céréaliers	0,6	564,3	544,6	595,2	9,3%	5,5%
Fabrication de sucre	0,5	136,5	85,7	151,0	76,3%	10,6%
Fabrication autres produits alimentaires	0,5	117,0	143,9	148,1	2,9%	26,6%
Fabrication de boissons	0,4	96,7	116,8	82,7	-29,2%	-14,5%
Fabrication de tabac	0,2	143,7	149,2	152,1	1,9%	5,8%
Egrenage de coton et fabrication de textiles	1,3	185,0	13,7	118,1	760,8%	-36,2%
Fabrication du Cuir	0,2	161,3	130,4	125,0	-4,1%	-22,5%
Travail de bois	0,6	106,1	113,9	83,2	-26,9%	-21,6%
Fabrication de papier, carton	0,7	109,6	112,2	128,9	14,9%	17,6%
Raffinage	0,3	138,9	116,2	166,6	43,4%	19,9%
Industries de produits chimiques	1,4	96,9	80,9	104,2	28,7%	7,5%
Fabrication de produits en caoutchouc	0,4	115,0	119,4	112,0	-6,2%	-2,7%
Fabrication de verre, poterie	1,6	178,0	149,8	202,1	34,9%	13,5%
Métallurgie, fonderie	0,7	115,7	70,8	92,6	30,9%	-20,0%
Fabrication de machines	0,1	52,0	56,5	45,6	-19,4%	-12,4%
Construction de matériels de transports	0,1	157,0	159,2	160,1	0,6%	2,0%
Fabrication de mobilier	1,2	92,4	91,7	92,9	1,3%	0,5%
Energie	2,8	131,1	160,7	139,0	-13,5%	6,0%
Construction	4,7	156,1	129,5	170,6	31,7%	9,3%
<b>TERTIAIRE</b>	<b>53,9</b>	<b>144,3</b>	<b>150,5</b>	<b>151,2</b>	<b>0,4%</b>	<b>4,8%</b>
Commerce	17,3	163,7	176,7	171,4	-3,0%	4,7%
Transports et Télécommunications	15,0	161,2	164,7	170,4	3,5%	5,7%
Transports	3,8	109,8	120,6	120,4	-0,2%	9,6%
Postes et Télécommunications	11,2	182,1	182,5	190,8	4,5%	4,7%
Activités de santé et action sociale	2,0	181,1	138,9	185,6	33,6%	2,5%
Services d'hébergement et restauration	0,7	101,9	83,3	96,8	16,2%	-5,0%
Services financiers	4,5	93,9	110,4	105,7	-4,2%	12,5%
Activités immobilières	5,6	47,2	66,6	53,3	-20,0%	12,9%
Autres services	8,9	157	155	159	2,3%	0,8%
<b>Activites d'administration publique</b>	<b>6,3</b>	<b>128,3</b>	<b>130,2</b>	<b>131,4</b>	<b>0,9%</b>	<b>2,4%</b>
<b>Taxes sur biens et services</b>	<b>11,8</b>	<b>100,9</b>	<b>141,8</b>	<b>101,7</b>	<b>-28,3%</b>	<b>0,8%</b>
<b>IGA (base 100=2006)</b>	<b>100,0</b>	<b>138,4</b>	<b>141,8</b>	<b>142,9</b>	<b>0,8%</b>	<b>3,3%</b>

Source : DPEE

**Tableau 1:** TOFE à fin mars 2015

( en milliards F CFA )	TOFE mars.14	TOFE est. mars.15	Evol.Mars2015	
			écart Mds	gliss. en %
<b>1. RESSOURCES ET DONNS (y c FSE)</b>	<b>337,6</b>	<b>390,3</b>	52,7	15,6%
1.1 Recettes budgétaires et FSE	318,0	358,0	40,0	12,6%
<b>Recettes budgétaires hors FSE</b>	<b>317,6</b>	<b>358,0</b>	40,4	12,7%
111 -Recettes fiscales	313,4	352,5	39,1	12,5%
112 -Recettes non fiscales	4,2	5,5	1,3	31,0%
<b>1.2 FSE</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	-0,4	
<b>1.3 Dons</b>	<b>19,6</b>	<b>32,3</b>	12,7	65,0%
121 -Budgétaires	1,8	4,2	2,4	131,5%
122 - En Capital	17,8	28,2	10,4	58,3%
<b>2. DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS</b>	<b>403,0</b>	<b>467,6</b>	64,5	16,0%
<b>2.1 Dépenses courantes</b>	<b>272,5</b>	<b>302,7</b>	30,2	11,1%
211 - Traitements et salaires	111,3	135,8	24,5	22,0%
<b>212 - Intérêts sur la dette publique</b>	<b>18,8</b>	<b>38,0</b>	19,2	101,9%
2121 Exterieur	7,6	21,4	13,8	182,1%
2122 Interieur	11,2	16,5	5,3	47,5%
<b>213 - Autres dép. courantes</b>	<b>142,4</b>	<b>129,0</b>	-13,4	-9,4%
dont Fournitures,entretien et autres (y c. R	60,4	41,0	-19,4	-32,1%
Transferts et subventions (ref Titre4)	82,0	88,0	6,0	7,3%
<b>2.2. Dépenses en capital</b>	<b>128,2</b>	<b>164,8</b>	36,6	28,6%
221-financées/ress. Intérieures	74,9	86,2	11,3	15,1%
222-financées/ress. Extérieures	53,3	78,6	25,3	47,5%
<b>2.3.Prêts Nets</b>	<b>2,3</b>	<b>0,0</b>		
231-Prêts rétrocédés	2,3	0,0		
232-Remboursement dette rétrocédée	0,0	0,0		
<b>Solde Administration centrale</b>	<b>-65,4</b>	<b>-77,2</b>	-11,8	18,0%
Revenues				
Depenses				
Solde Global des entites non financieres du secte	0,0	0,0		
<b>Solde Global de l'Adm. Centrale et des entites</b>	<b>-65,4</b>	<b>-77,2</b>	-11,8	
Dons non compris	-85,0	-109,6	-24,5	
Balance primaire	-46,6	-39,3	7,4	
Solde de base	-29,8	-30,9	-1,1	
Ajustements base caisse (var. arriérés et fonds en route nets)				
Variations des arriérés (réd.-=)				
Autres fonds en route nets	0,0	0,0		
<b>5. Excédent ou déficit (-)</b>	<b>-65,4</b>	<b>-77,2</b>	-11,8	
Dons non compris	-85,0	-109,6	-24,5	

Source : DGCPT

## SITUATION MONETAIRE à fin mars 2015

<i>En milliards de F.CFA</i>	Mars-14	Déc-14	Mars-15	Variations	
	Prov. (1)	Prov. (2)	Prov. (3)	(3)-(2)	(3)-(1)
<b>Avoirs Extérieurs Nets</b>	<b>878,8</b>	<b>1078,0</b>	<b>1083,9</b>	<b>5,9</b>	<b>205,1</b>
<b>BCEAO</b>	<b>650,5</b>	<b>864,7</b>	<b>834,7</b>	<b>-30,0</b>	<b>184,2</b>
Avoirs Extérieurs Bruts	934,3	1109,5	1113,1	3,6	178,8
dont Position créditrice au compte de disponibilités extérieures de la BCEAO	838,6	997,1	983,4	-13,7	144,8
Engagements Extérieurs	283,8	244,8	278,4	33,6	-5,4
Banques et inst. Etrangères et communes de l'union	40,6	28,1	37	8,9	-3,6
Transferts à exécuter	35,6	3,3	13,6	10,3	-22
FMI	207,6	213,4	227,8	14,4	20,1
<b>Banques primaires</b>	<b>228,3</b>	<b>213,3</b>	<b>249,1</b>	<b>35,9</b>	<b>20,9</b>
Avoirs Extérieurs Bruts	474,8	638,8	683,4	44,5	208,5
Engagements	246,6	425,6	434,2	8,7	187,7
Court terme	200,1	403,8	399,3	-4,5	199,2

Source : BCEAO